ELECTIONS LEGISLATIVES DES 21 ET 28 MARS 1993
2e circonscription de la Haute-Corse

ALLIANCE DES FORCES DE PROGRES POUR LA CORSE



Robert ALBERTI
Maire de Riventosa
Secrétaire Général de l'Université de Corse
Président de la SICA Habitat Rural Région Corse



François-Xavier MARCHIONI
Maire de Vescovato
Attaché de Direction à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute Corse
Président du SIVOM Canton de Vescovato

SUPPLEANT

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

L'action des gouvernements se juge à leur bilan. Quel est celui de la gauche ?

Sur le plan social : un régime de protection unique au monde qui préserve les intérêts de tous et d'abord des plus démunis. **Le RMI est cité en exemple dans le monde entier.** Ce régime, la droite prétend le remettre en cause par un projet de couverture sociale à deux vitesses qui pénaliserait les plus défavorisés.

L'Education Nationale : la gauche a fait de son budget le premier de la Nation, afin d'établir l'égalité des chances entre tous. Le projet de la droite sur la nomination des enseignants et sur la politique universitaire, comporte un risque immense : démanteler notre système éducatif.

Economie : la monnaie est stabilisée, l'inflation maîtrisée. C'est sous un gouvernement de gauche que l'on a vu, pour la première fois, le commerce extérieur devenir bénéficiaire.

Certes, des choses restent à faire. Mais vouloir attribuer au seul gouvernement socialiste la responsabilité d'une crise qui, dans un monde où dominent les pouvoirs de droite, frappe si durement les travailleurs, relève du mensonge pur et simple. **Les partisans français de Reagan et Tatcher sont très mal placés pour jouer les censeurs dans ce domaine.**

Au plan régional, aucun pouvoir n'a jamais fait autant que le gouvernement socialiste pour la Corse : statut JOXE, radios libres, Capes de corse, préservation des Bouches de Bonifacio, montant jamais égalé des crédits accordés à notre île. Nous, socialistes corses, nous nous sommes battus et nous continuerons à nous battre pour la langue et la culture corses que nous considérons comme les biens de tous. **Ces thèmes doivent nous rassembler et non nous diviser.**

Nous rejetons la violence politique parce que, moralement inacceptable, elle ôte encore au peuple corse que l'on prétend défendre le droit d'assumer les responsabilités politiques de choix et de décision qui fondent la démocratie. Nous appelons les hommes et les femmes de progrès à rechercher ensemble les voies qui permettront de sortir du climat de violence qui règne dans l'île.

Seul candidat de la circonscription de Corte-Calvi capable de poursuivre l'œuvre engagée, je vous demande de m'y aider en m'accordant vos suffrages. Merci.

Robert ALBERTI